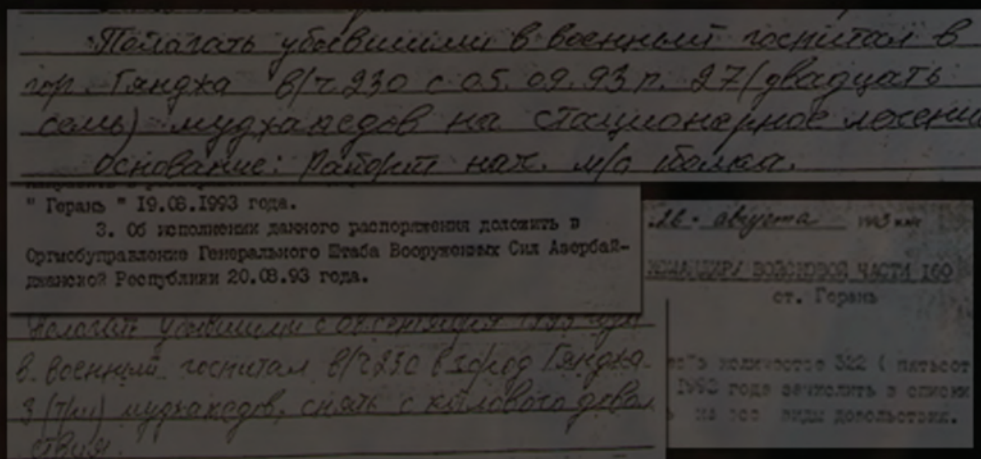




SPONSORISÉS POUR TUER

LES MERCENAIRES ET LES RÉSEAUX
TERRORISTES EN AZERBAÏDJAN



Ioannis Charalampidis

UDC 32.019.5
BBC 66.5(0)

Published:
"MIA" PUBLISHERS

ISBN 978-5-9986-0117-0



© Ioannis Charalampidis, 2013
Ioannis Charalampidis est journaliste chypriote
et conseiller au Parlement européen

Tous droits réservés.

SPONSORISES POUR TUER

LES MERCENAIRES ET LES RESEAUX
TERRORISTES EN AZERBAIDJAN

“Mia” Édition
Moscou
2013

Cette étude est basée sur des preuves originales, des faits décrits dans des articles de revues et de journaux fiables, et sur l'étude d'experts très compétents dans le domaine. Un remerciement tout particulier au gouvernement du Haut-Karabakh pour les copies des documents capturés sur le champ de bataille, classifiés avant et publiés ici pour la première fois.

Ioannis Charalampidis
Bruxelles, Décembre 2012



INTRODUCTION

Pour l'application légale du Haut-Karabakh de son droit à l'autodétermination, l'Azerbaïdjan a répondu au début, entre 1988 et 1994, par des exterminations de masse, massacres et des déportations des Arméniens à Soumgaït, Bakou, Kirovabad et d'autres régions, avant de lancer une guerre à grande échelle contre le Haut-Karabakh qui a coûté la vie à 30000 personnes.

Pendant son agression militaire contre le peuple de Haut-Karabakh, l'Azerbaïdjan a violé à plusieurs reprises de manière flagrante le droit international humanitaire en recourant, notamment, à l'engagement dans son armée de mercenaires et de groupes terroristes, chose interdite par les conventions internationales.

De 1992 à 1994, des milliers de mercenaires tchéchènes et afghans se sont battus contre le Haut-Karabakh côte à côte avec l'armée azerbaïdjanaise.

La politique de l'État de Bakou concernant l'engagement des terroristes dans l'agression orientée contre le Haut-Karabakh a créé après la fin des actions militaires des conditions favorables à l'enracinement en Azerbaïdjan de réseaux terroristes qui jouissaient d'un grand appui des autorités azerbaïdjanaises.

Plus tard, l'expérience dans les actes terroristes cumulée par les mercenaires au sein de l'armée azerbaïdjanaise a été largement utilisée notamment dans différentes villes des États-Unis, en Europe, en Russie (La Tchétchénie, Le Daguestan) et en Afrique.

Aujourd'hui, l'Azerbaïdjan reste un siège caché de l'extrémisme islamique et du Terrorisme d'État ; des menaces qui doivent être traitées d'une manière adéquate par la communauté internationale.

PARTICIPATION DES TERRORISTES ET DES MERCENAIRES AU SEIN DE L'ARMÉE AZERBAÏDJANAISE DANS LA GUERRE DU KARABAKH

Malgré les tentatives des autorités azerbaïdjanaises de cacher et de nier l'engagement des terroristes tchéchènes et afghans dans la guerre du Karabakh, de nombreuses preuves de caractère officiel, factuel et d'expert, ainsi que des publications dans les médias prouvent le contraire.

Les premiers contacts entre la Tchétchénie et Bakou datent du début des années 90, lors de la visite à Grozny par le chef du Front populaire d'Azerbaïdjan Abulfaz Elchibey et la délégation des leaders musulmans. Le résultat de cette visite était la permission du général Djohar Doudaïev de recruter et de transférer des combattants tchéchènes au Karabakh en échange du transfert de munitions et de matériels militaires de l'Azerbaïdjan en Tchétchénie après la guerre.¹

Le recrutement de mercenaires avait lieu sur le territoire de l'ancienne base militaire sur la rue Butyrina à Grozny. Les honoraires des mercenaires tchéchènes variaient entre 600 à 1.000 roubles par mois (1,000-1,700 \$ US).² En Juin 1992, on comptait 300 combattants tchéchènes sur le front du Karabakh.³

¹ Journal «Chronique Express» (Fédération de Russie) N28, 1992.

² Journal «Spravedlivost» (Justice) (Fédération de Russie) N16, 1992.

³ Journal «Itchkérie» (Fédération de Russie) N8, Juin 25, 1992.

Chamil Bassaïev (1965-2006) : Un terroriste international, brigadier-général de la soi-disant République tchétchène d'Ichkérie. Il a été ajouté à la liste des terroristes de l'ONU par l'Union européenne et le Département d'État des États-Unis. Bassaïev a organisé des dizaines d'actes terroristes sur le territoire de la Fédération de Russie, notamment, la prise de l'hôpital à Boudennovsk (130 morts), la prise d'otages dans le théâtre de la Doubrovka à Moscou en 2002 (129 morts), l'explosion d'un camion chargé d'explosifs près du siège du gouvernement à Grozny en 2002 (72 morts), les attentats à la bombe de deux avions de ligne russes Tu-134 en 2004 (89 morts), et l'une des pires attaques terroristes de l'histoire ; la saisie de l'école № 1 de Beslan (Ossétie du Nord) du 1 au 3 Septembre 2004, qui a coûté la vie à 330 otages (y compris 182 enfants).

Le premier groupe des mercenaires arrivé en Azerbaïdjan était dirigé par le terroriste connu Chamil Bassaïev (photo 1). Il a personnellement participé aux attaques azerbaïdjanaises organisées depuis Chouchi, et le 8 mai 1992 il était l'un des derniers à quitter la ville libérée par les Arméniens. Dans une interview à la télévision azerbaïdjanaise ANS du 14 Juillet 2000, Bassaïev a parlé de l'opération militaire à Chouchi en donnant quelques détails sur les causes de la défaite.



Photo 1: Chamil Bassaïev.

Le commandant de l'armée azerbaïdjanaise Rustamov Azer dans son interview en 2005 a reconnu: "Dans ces batailles on avait l'aide inestimable de près de 100 bénévoles tchéthènes menés par Chamil Bassaïev et Salman Radouïev. Mais après de lourdes pertes ils ont dû quitter le terrain."⁴

Au début de l'année 1993, plusieurs combattants tchéthènes sont rentrés chez eux. La raison était d'une part les pertes considérables à cause des actions défensives des forces arméniennes pendant plusieurs mois, et d'autre part l'augmentation de la tension dans les relations russo-tchéthènes en Tchétchénie. Pendant la même période les autorités de Grozny ont envoyé leur représentant à Stepanakert pour les négociations avec l'administration du Haut-Karabakh, qui ont abouti à un accord pour le rapatriement des combattants tchéthènes capturés par les forces du Karabakh.

L'impunité de la première expérience de l'Azerbaïdjan dans le recrutement des mercenaires interdit par le droit international, a créé des conditions en faveur autorités azerbaïdjanaises pour recruter de nouveaux groupements, mais cette fois, des combattants afghans.

En Juin 1993, des négociations entre le vice-ministre de l'Intérieur de l'Azerbaïdjan Rovshan Javadov et le Premier ministre de l'Afghanistan, chef du groupement islamiste Hezb-e-Islami Gulbuddin Hekmatyar ont abouti à l'accord pour envoyer sur le front de Karabakh des groupes avec un grand nombre de combattants afghans. Le premier groupe avec un tel nombre est arrivé à Bakou sous la direction personnelle de Javadov.⁵

Selon des sources indépendantes, d'experts, des renseignements ou officielles, à différentes périodes entre 1993 et 1994, le nombre de combattants afghans au Karabakh était entre 1500 et 3000.

⁴ "Obozrevatel" (chroniqueur), journal en ligne (Azerbaïdjan), 7-14 Janvier 2005.

⁵ "Azerbaijan Enlists Afghan Mercenaries" Enregistrements RFE / RL, 8 novembre 1993.



Daily Telegraph du 10 novembre 1993 a signalé la présence de 1000 combattants afghans dans les forces armées azerbaïdjanaises.

Le journal Washington Post (en référence à des diplomates occidentaux) donne un chiffre de 1000 à 1500. Mark Uhlig parle dans son article “La guerre du Karabakh” de la participation à la guerre du Karabakh de 1500 moudjahidin du côté de l’Azerbaïdjan.⁶

Un témoignage remarquable a été donné le 17 Mars 1999 à la Chambre des Lords britannique par le comte Shannon qui a en particulier déclaré: “l’Occident ‘se casse la tête’ par l’inviolabilité de Helsinki. On peut considérer la question de l’inviolabilité de l’existant Karabakh à l’époque dans la période avant Helsinki. Peut-être, il vaudrait mieux que ce soit les avocats qui s’occupent de cette question. Dans tous les cas, le résultat final a été l’invasion du Karabakh par l’Azerbaïdjan à l’aide des armements laissés par la Quatrième armée soviétique, qui a été démobilisée à Bakou en laissant ses équipements. De ce fait, l’Azerbaïdjan dépassait théoriquement Karabakh par sa puissance: une grande population, des officiers turcs en uniforme commandant l’armée et les moudjahidine que j’ai interviewé à l’aide d’interprètes et qui pour 500 \$ par mois, ont combattu aux côtés de l’Azerbaïdjan. Malgré sa petite taille, la population du Haut-Karabakh a pu organiser une opposition capable de repousser les forces supérieures de l’Azerbaïdjan et de créer une barrière de sécurité autour du pays pour se défendre contre les attaques.”⁷

⁶ Citation de Michael Taarnby, “The Mujahedin in Nagorno-Karabakh: A Case Study in the Evolution of Global Jihad” WP 20/2008 - 9/5/2008.

⁷ Chambre des Lords Hansard, “House of Lords Sitting of Wednesday 17th March 1999”, Fifth Series, Volume 598, Debat sur le Haut-Karabakh cc. 797-820, c. 804, http://www.publications.parliament.uk/pa/ld199899/ldhansrd/vo990317/text/90317-08.htm#90317-08_head0

Dans son rapport du 23 mai 1994, l'Association révolutionnaire des femmes de l'Afghanistan a indiqué que le Hezb-e-Islami a organisé le recrutement en Azerbaïdjan et, rien que pour le dernier flux, il a envoyé à Bakou environ 500 Afghans.⁸

Les sources azerbaïdjanaises témoignent aussi de l'engagement des combattants afghans. En particulier, Leila Yunusova (Yunus), qui a dirigé le Centre d'information et d'analyse du ministère de la Défense de l'Azerbaïdjan de 1992 à 1993 qui, dans son article publié dans le journal "Zerkalo" (Le Miroir) à Bakou, reconnaît que "il y avait environ 2.500 mercenaires venant d'Afghanistan qui s'étaient battus aux côtés de l'Azerbaïdjan".⁹

Les musulmans du Canada aussi ont exprimé aux autorités afghanes leur inquiétude au sujet de la participation des combattants afghans à Karabakh en leur demandant de mettre fin aux recrutements.¹⁰

Dans son discours du 9 mai 2011, Seyid Hassan Ameli, représentant du chef spirituel de l'Iran Ayatollah Khamenei, a témoigné que pendant la guerre, l'Iran a apporté une aide organisationnelle à l'Azerbaïdjan, y compris le transfert au front des moudjahidines afghans.¹¹

Les services de sécurité, entre les années 1993 et 1994, ont informé qu'il existe en Haut-Karabakh près de 1500 combattants afghans, ce chiffre pouvait aller jusqu'à 3000 sur certaines périodes. Ces informations étaient fondées sur les résultats de différentes opérations de reconnaissance, ainsi que de nombreuses preuves obtenues directement pendant les actions militaires.

Au printemps et en été 1993, lors des combats dans le sud-ouest du Haut-Karabakh, sur les directions de Horadiz et de Zangelan, les arméniens ont trouvé des livres de littérature

⁸ "Organisation révolutionnaire des femmes d'Afghanistan", "Hekmatyar envoie des troupes en Azerbaïdjan". <http://www.rawa.org/reports3.html#Hek>

⁹ Leila Yunus, "L'avenir dans une armée professionnelle", Zerkalo (Le Miroir) (Bakou), 10 août 2002.

¹⁰ Journal "Azg" (Arménie) 18 janvier 1994.

¹¹ "L'Iran fournit des armes à l'Azerbaïdjan et transfert au Karabakh des combattants de l'Afghanistan" (Iran provided weapons to Azerbaijan and delivered fighters from Afghanistan to Karabakh) <http://regnum.ru/news/fd-abroad/azeri/1402476.html>



Photo 2: Photo de mercenaires afghans avec des combattants azéris.

d'origine afghane, ainsi que des cahiers, cartes, dessins, lettres personnelles avec des adresses pakistanaïses et afghanes, ainsi que des photos de combattants afghans à Bakou. Les documents étaient rédigés en dari et en pachtou, et certains d'entre eux étaient imprimés sur du papier avec l'en-tête de l'Union scientifique islamique de l'Afghanistan.

Les services de sécurité du Haut-Karabakh ont montré à Christian Science Monitor une série de documents saisis (voir ci-dessous photo 3), qui constituaient la première preuve incontestable du recrutement de groupes militaires.

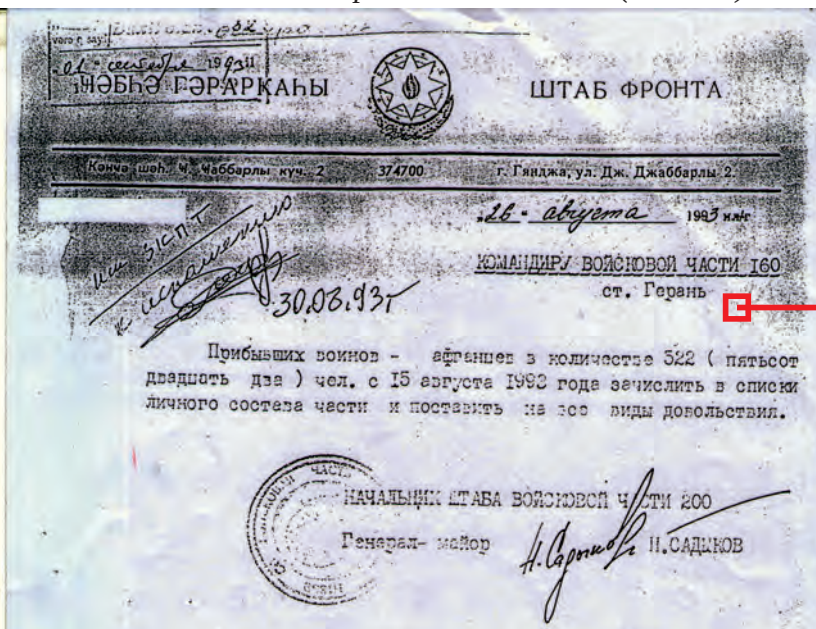


Photo 3.

Ce journal a interviewé Kamo Abrahamian, chef du Département de la sécurité nationale du Haut-Karabakh, qui était le premier à capter des signaux radio en dari qui indiquaient la présence d'Afghans dans la région. Un officier arménien a présenté à Christian Science Monitor plusieurs brochures religieuses en pachtou et en dari, un dictionnaire dari-azerbaïdjanais, un manuel des armes afghanes et des photos de moudjahidines sur le fond de voitures avec des matricules azerbaïdjanaises. Tout cela a été saisi lors de la contre-attaque arménienne.¹²

Des preuves exhaustives se trouvent dans les ordres militaires saisis et les documents du ministère de la Défense de l'Azerbaïdjan. Dans l'un d'eux, le chef d'état-major de l'unité militaire N200, le major général Sadykov ordonne au commandant de l'unité N160 Lyatifov :

Ci-dessous la copie du document N1 (en russe)



“Inclure les 522 combattants afghans arrivants le 15 août 1993 dans la liste de l'unité militaire et leur fournir tout le nécessaire”.

¹² “Afghan Fighters Join Azeri-Armenian War” (Des combattants afghans rejoignent la guerre entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie), “Christian Science Monitor”, 16 November 1993. <http://www.csmonitor.com/1993/1116/16071.html>

Un autre document de l'état-major général des forces armées de l'Azerbaïdjan adressé au bureau de recrutement républicain donne l'ordre:

Ci-dessous la copie du document N2 (en russe)

21 августа 1993 г.
160 №-11 НЭВБИ НИС
АЗЕРБАЙДЖАН-РЕСПУБЛИКАСЫ
МУДАФИЭ НАЗИРЛИГИ

АЗЕРБАЙДЖАНСКАЯ РЕСПУБЛИКА
МИНИСТЕРСТВО ОБОРОНЫ

Баку, ш.п., Давидбаев проспекти, 3 370601 г. Баку, проспект Азизбекова, 3

И.И. на контроль
по прибытию деловить
21.08.93

ВОЕННОМУ КОМИССАРУ АЗЕРБАЙДЖАНСКОЙ
РЕСПУБЛИКИ
г. БАКУ

КОМАНДИРУ ВОЙСКОВОЙ ЧАСТИ 160
г. Герань

КОМАНДИРУ ВОЙСКОВОЙ ЧАСТИ 200
г. ГЯНДЖА

1. Призвать из запаса 50 (пятьдесят) военнообязанных-переводчиков со знанием персидского языка и направить в распоряжение командира войсковой части 160 уч.центр "Герань" к 19.08.1993 года.

2. Призвать из народного хозяйства легковые автомобили с водителями марки УАЗ-469; Нива - в количестве 5 единиц и направить в распоряжение командира войсковой части 160 уч.це "Герань" 19.08.1993 года.

3. Об исполнении данного распоряжения доложить в Оргмобуправление Генерального Штаба Вооруженных Сил Азербайджанской Республики 20.08.93 года.

И.О. ЗАМЕСТИТЕЛЯ НАЧАЛЬНИКА ГЕНЕРАЛЬНОГО ШТАБА
ВООРУЖЕННЫХ СИЛ АЗЕРБАЙДЖАНСКОЙ РЕСПУБЛИКИ

ПОЛКОВНИК И.АСЛАНОВ

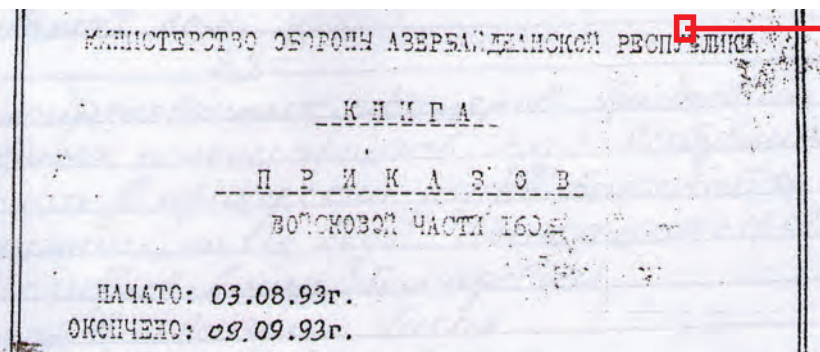
ВЕРНО; НАЧАЛЬНИК ОРГАНИЗАЦИОННО-МОБИЛИЗАЦИОННОГО
УПРАВЛЕНИЯ ГЕНЕРАЛЬНОГО ШТАБА ВООРУЖЕННЫХ
СИЛ АЗЕРБАЙДЖАНСКОЙ РЕСПУБЛИКИ

ПОЛКОВНИК Н.КУЛАНОВ

“appel de la
réserve pour
l'unité militaire
N160, 50
traducteurs ayant
une connaissance
de la langue
persane.”

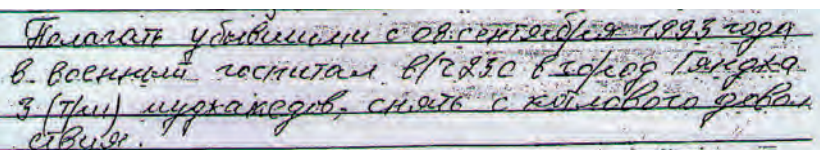
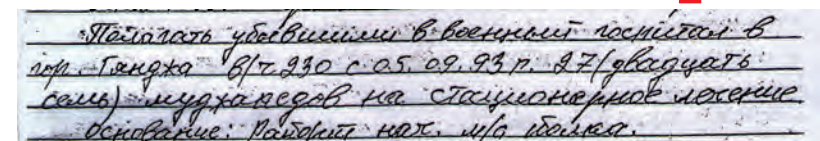
Concernant les pertes des mercenaires afghans, on trouve des témoignages dans le Registre des Ordres de l'unité militaire 160 du Ministère de la Défense de l'Azerbaïdjan, saisi par l'armée de défense du Karabakh.

Ci-dessous la copie du document N3 (en russe)



**Paragraphes
du Registre des
ordres de l'unité
militaire N160
Ministère de
la Défense de
l'Azerbaïdjan.
08/03/1993-
09/09/1993.**

**Supposer morts
à l'hôpital de
l'unité militaire
N230 de la ville
de Ganja à partir
du 05/09/93 27
moudjahidines,
s'y trouvant pour
hospitalisation.
Base: Passeport
du chef du service
médical du
régiment.**



Le 20 avril 1994 dans la partie sud-est du front on a capturé un mercenaire de nationalité afghan Bakhtiyar Verbollah Baberzai (né en 1974 à Mazar-e-Sharif, photo 4). Pendant l'interrogatoire, le prisonnier afghan, qui était commandant d'une unité de 20 personnes a raconté comment il s'était trouvé en Azerbaïdjan où on lui a promis de payer 5000 \$ US, il a décrit les conditions établies pour les combattants dans l'armée azerbaïdjanaise, et les relations entre les nombreux afghans et les azerbaïdjanais.

**Supposer morts
à partir du 08
septembre 1993
à l'hôpital de
l'unité militaire
N230 de la ville
de Ganja 3
moudjahidines,
retirer les
munitions de
poche.**



Photo 4:
Bakhtiyar
Verbollah
Baberzai.

Dans une lettre officielle au nom du Président afghan Rabbani Burhanuddin et du Premier ministre Gulbuddin Hekmatyar, le Président arménien Levon Ter-Petrossian a exprimé son inquiétude au sujet de la participation inacceptable et sans précédent des citoyens afghans et des combattants afghans dans la guerre contre le Haut-Karabakh. Dans la réponse reçue de Rabbani, en partie, était écrit: "...Je tiens à vous annoncer avec regret que, en effet, un groupe d'aventuriers, mettant en péril la stabilité sociale et politique en Afghanistan et poursuivant ses intérêts financiers personnels... concoure à la détérioration des relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Le côté afghan s'efforce de s'opposer aux activités inhumaines des extrémistes qui utilisent les revenus obtenues, notamment pour l'aggravation de la situation instable en Afghanistan."¹³

Le 21 décembre 1994 le département du Ministère des Affaires étrangères de l'Arménie a adressé au Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'Homme des Nations Unies une lettre concernant l'engagement illégal des mercenaires dans le conflit. La lettre exprimait la profonde préoccupation par l'utilisation de la partie azerbaïdjanaise d'un grand nombre de mercenaires dans la guerre du Karabakh, en ayant des preuves concrètes et crédibles.¹⁴

¹³ "Afghan Wild Goose in a Karabakh Cage", Nouvelles de Moscow, #23, 5-12 juin 1994.

¹⁴ "Lettre du Ministère des Affaires étrangères de l'Arménie, adressée au rapporteur spécial de la Commission des droits de l'Homme des Nations unies sur les questions des mercenaires, le 21 décembre 1994, <http://www.un.org/documents/ga/docs/50/plenary/a50-390add1.htm>

GÉORGIE

Centre pilote
d'entraînement
à Belokany

Attaques terroristes des
azerbaïdjanais sur le gazoduc
Vladikavkaz-Tbilissi-Erevan
1989, 1990, 1991,
1992, 1993, 1994

Centre d'entraînement
terroriste à Kazax

Centre
à Zaq

Centre d'entraînement
terroriste à Seifuli

Camp d'entraînement
des néo-fascistes
loups gris à Ganja

ARMÉNIE

RHK

T U R Q U I E

AZ.

Camp d'entraînement
des néo-fascistes
loups gris à Nakhidjévan

IRAN

Attaques terroristes
le réseau ferroviaire





LA TERREUR D'ETAT CONTRE LA REPUBLIQUE D'ARMENIE ET LE HAUT-KARABAKH

Avec la participation directe des mercenaires-terroristes, les autorités azerbaïdjanaises ont, à plusieurs reprises, commis des actes de terrorisme même loin de la zone de combat, en Arménie, dans la région de Marneuli en Géorgie et sur les voies de communication entrantes en Arménie.

Dans une lettre adressée au site internet www.realazer.com, l'ancien employé du Ministère de l'Intérieur azerbaïdjanais Alekper Heydar-oglu Ismailov a reconnu qu'il a planifié et mené entre 1991 et 1995 des actions de renseignement et de diversion et des explosions de ponts routiers de Stepanavan (Arménie) et le pont d'Ymir dans la région de Marneuli de la Géorgie, ainsi que le gazoduc allant de la Géorgie en Arménie. Durant les années 1993 et 1994 il y a eu 13 explosions sur le gazoduc arméno-russe qui traverse le territoire géorgien.

Ismailov a également reconnu qu'il a réussi en 1993 à poser à l'hôtel "Erebuni" à Erevan 30 kg d'explosif. La bombe n'a pas explosé seulement à cause d'un défaut dans l'un des maillons de la chaîne.

Dans sa lettre, l'ancien agent a également mentionné qu'il a réalisé, en se déguisant en Kozakh, des attentats à Kouban et à Stavropol dans les bureaux de deux organisations arméniennes, et puis, au nom des arméniens, il a fait exploser le bureau de la rédaction du journal "Le messager de Kuban".



Selon le témoignage d’Ismailov, en 1994 on a préparé des explosions dans les édifices gouvernementaux qui se trouvent dans le centre d’Erevan, pour lesquelles on a planifié d’utiliser 3 tonnes d’explosif.

Ismailov a été accusé de haute trahison et arrêté le 20 mai 2004.

Pendant les années 1994, 1995 et 1996 des attaques terroristes ont été organisées dans le village Bagratashen de la région de Tavush de l’Arménie (à la frontière avec la Géorgie), dans des trains de voyageurs et sur des ponts de chemin de fer. Ces explosions ont laissé comme résultats des dizaines de morts, beaucoup d’autres sont restés handicapés.

En particulier, le 4 septembre 1994, une bombe a explosé dans le marché du village Bagratashen et a causé 10 morts et 26 blessés. Cette attaque avait été préparée et réalisée par Imran Huseynov, un habitant de Bakou et Turkmen Jafarov, un habitant du village Bula de la région géorgienne Marneuli.

Le villageois de Sadakhlo Ali Oglu Aliyev, de nationalité Azerbaïdjanaise, a réalisé une autre explosion dans un train de voyageurs Tbilissi-Erevan.

En 1995, une bombe a été explosée dans le même marché du village Bagratashen par Rashid Kurbanov, un officier du ministère des Affaires intérieures de l’Azerbaïdjan, avec la participation active des frères Ramiz et Rustam Ibrahim Issaïev, habitants du village Sadakhlo.

La même année, Karadzhev Nabi, officier au ministère de la Défense de l'Azerbaïdjan et Gennady Amirsho Eyubov, chef d'un groupe terroriste, ont fait sauter un pont de chemin de fer à Sadakhlo.

Les actes terroristes contre les arméniens sponsorisés par Bakou au plus haut niveau ont continué même après le cessez-le-feu. En particulier, certains éléments de terrorisme ont été implantés dans l'idéologie globale anti-arménienne, la propagande et les affaires militaires de Bakou. Ceci a été accompagné d'une augmentation de vingt fois du budget de l'armée à Bakou, des violations répétées de la ligne de contact entre le Haut-Karabakh et l'Azerbaïdjan et à la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ainsi qu'un grand encouragement des assassinats des arméniens.

En Juin 2010, un soldat azerbaïdjanais nommé Mubariz Ibragimov, a fait une diversion en dépassant la ligne de contact entre l'Azerbaïdjan et le Haut-Karabakh, il a tué quatre personnes et blessé trois soldats du Karabakh. Ce contrevenant du cessez-le-feu, et tueur de soldats innocents a été officiellement déclaré héros national par le Président azerbaïdjanais. L'école à Bilasuvar, ville natale d'Ibragimov, a été nommée en son honneur, et devant cette école on a construit un monument de l'assassin en utilisant les fonds publics. Il a été nommé "Homme de l'Année 2011" par l'une des sociétés de diffusion contrôlée par l'Etat et a été documenté dans un film "patriotique".

"Dans notre armée il y a des milliers et des dizaines de milliers de héros comme Mubariz, qui attendent l'ordre du Commandant suprême." a déclaré le



Président de l'Azerbaïdjan Ilham Aliyev, confirmant une fois de plus que l'acte subversif de type terroriste d'Ibragimov était l'exécution d'un ordre présidentiel.¹⁵

Le 19 février 2004, de bonne heure, aux séminaires de l'OTAN à Budapest "Partenariat pour la paix", le lieutenant de l'armée azerbaïdjanaise Ramil Safarov a décapité le lieutenant de l'armée arménienne Gurgen Margaryan. Le tribunal hongrois a condamné Safarov à une peine de réclusion à perpétuité sans le droit de grâce pendant les 30 premières années. En dépit de la condamnation internationale, Ramil Safarov a été nommé "l'homme de l'Année" en Azerbaïdjan. Le 31 août 2012, à la suite de l'accord Azerbaïdjan-hongrois, Safarov a été secrètement remis à l'Azerbaïdjan et a été immédiatement gracié par le Président Ilham Aliyev. Ce n'était pas seulement un pardon, mais une approbation gouvernementale et une glorification d'un meurtrier et de ses crimes.

Le lendemain, Safarov a été promu au grade de major, et a reçu comme récompense un appartement luxueux, ainsi que le salaire pour les 8 années passées en prison. Cette attitude a montré que le meurtrier, en coupant, à l'aide d'une hache, la tête d'un officier arménien qui dormait, a exécuté un ordre suprême. Bien que la communauté internationale a unanimement désapprouvé les actions de l'administration de l'Azerbaïdjan, tous les représentants du régime tyrannique, avec Ilham Aliyev en tête, continue d'acclamer ouvertement Safarov et le meurtre cruel qu'il a commis.

¹⁵ Du discours du Président Ilham Aliyev lors de la cérémonie d'adieu au héros national Mubariz Ibrahimov et Farid Ahmedov, <http://www.president.az/articles/1011/print?locale=en>

L'AZERBAIDJAN, UNE CELLULE DU RESEAU DE TERRORISME INTERNATIONAL

La participation des mercenaires terroristes tchéchènes et afghans dans la guerre du Karabakh est remarquable aussi par le fait que les premiers contacts des extrémistes avaient lieu à Bakou et sur le champ de bataille. C'est là qu'a débuté la coopération entre les terroristes connus Khattab et Bassaïev. Plus tard, ils se sont dirigés de Bakou en Afghanistan, puis en Tchétchénie et au Daghestan pour devenir l'une des cellules les plus importantes d'Al-Qaïda.¹⁶



Photo 5: Khattab.

Amir Ibn al-Khattab (1969-2002) est un citoyen de l'Arabie Saoudite, un terroriste international, un prédicateur d'idées wahhabites. Khattab a organisé des dizaines d'attaques terroristes en Afghanistan et dans la Fédération de Russie, notamment: l'exécution des six médecins de la mission humanitaire de la Croix-Rouge en 1996, les attentats à la bombe des bâtiments d'habitation à Buinaksk, à Moscou et à Volgogradsk en 1999 (307 morts), les explosions à Mineralnye Vody, à Cherkessk et à Yessentouki en 2001 (24 morts), des dizaines d'attaques contre les forces internes et des unités de l'armée de la Fédération de Russie.

¹⁶ "Khattab et l'Asie centrale. De nouvelles informations sur les liens de Khattab avec l'opposition tadjike", Moskovski novosti (Les Nouvelles de Moscou), 12 septembre 2000.



Après la conclusion du cessez-le de 1994 une partie des mercenaires afghans qui avaient participé à la guerre du Karabakh, à l'instar de Khattab et Bassaïev, sont partis vers la Tchétchénie pour rejoindre les rangs des combattants tchétchènes. D'autres sont retournés en Afghanistan, et une partie bien déterminée est restée à Bakou pour fonder dans le Caucase du Sud divers groupes terroristes, parmi lesquels des filiales d'Al-Qaïda.

De cette façon, l'engagement illégal des mercenaires et des terroristes dans la guerre contre le Haut-Karabakh, ainsi que la bonne volonté et le sentiment de devoir des autorités de Bakou à leur égard ont conduit un an plus tard à l'enracinement de divers réseaux terroristes en Azerbaïdjan.

Depuis août 1995, le premier représentant d'Al-Qaïda a commencé son existence à Bakou sous la direction de l'égyptien Ibrahim Eydaruz qui, en 1997, apparemment pour sa "réussite", a été transféré à Londres, où il a dirigé le département du Jihad islamique égyptien.^{17/18}

En 1998, après les attentats à la bombe contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie, le FBI a enregistré 60 appels téléphoniques de Ben Laden à la filiale du Jihad islamique à Bakou. 3 heures avant l'attentat à la bombe à Nairobi, un fax a été envoyé de Bakou à Londres témoignant de l'implication d'Al-Qaïda aux attentats. Le destinataire du fax était le même Ibrahim Eydaruz, qui avait été transféré de la filiale de Bakou à Londres.^{19/20}

¹⁷ Peter Bergen, "Holy War Inc: Inside the Secret World of Osama bin Laden", "Phoenix", London, 2001.

¹⁸ "Al-Quds al-Arabi", London, 19 December 2001.

¹⁹ "Seattle Post-Intelligencer", 13 July 1999.

²⁰ "Daily Telegraph", 19 September 2001.

En 1995 la filiale de l'organisation de l'Afghanistan Hezb-e-Islami a fait son début à Bakou, et sous le couvert de la Fondation internationale de bienfaisance et par un opérateur d'Al-Qaïda a financé de manière active les combattants tchéchènes. A l'aide de cet opérateur, connu sous le nom d'Abou Ayyoub al-Masri, était assurée la liaison principale avec Wahid al Hag, la personne qui, en 1998 a participé à l'organisation des attentats des ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie.²¹

Les bureaux de telles organisations de bienfaisance à Bakou, comme l'Organisation Internationale du salut islamique et la Fondation d'Ali Ibrahim, font partie de l'infrastructure secrète du centre terroriste mondiale en Azerbaïdjan.²²

Dans ses déclarations du 25 Novembre 2002, Le Conseil de sécurité de l'ONU a ajouté respectivement la fondation Internationale de bienfaisance et la fondation de l'aide mondiale à la liste des organisations ayant des liens avec Al-Qaïda, et a souligné la présence de leurs filiales en Azerbaïdjan.²³ Il convient de noter qu'après l'adoption de la résolution du Conseil de sécurité, le chef du bureau de Bakou de la Fondation Internationale de bienfaisance a déclaré dans une interview : "ils n'étaient soumis à aucune pression de la part des autorités de l'Azerbaïdjan."

En 1999, Youssef Bodansky a attiré l'attention sur une nouvelle étape du soutien des forces islamiques Tchétchéno-daghestanaises par Bakou qui a coïncidé

²¹ Michael Taamby "The Mujahedin in Nagorno-Karabakh: A Case Study in the Evolution of Global Jihad" WP 20/2008 - 9/5/2008.

²² Yossef Bodansky, "The New Azerbaijan Hub: How Islamist Organizations Are Targeting Russia, Armenia and Nagorno-Karabakh", "Defense & Foreign Affairs Strategic Policy", no. 10 (1999).

²³ "Security Council names 3 new entities subject to sanctions against Al-Qaida operatives", UN News Centre, 25 novembre 2002, <http://www.un.org/apps/news/story.Ar.asp?NewsID=5460&Cr=iraq&Cr1=>



avec la deuxième guerre de Tchétchénie. A cette époque, Vafa Guluzade, le conseiller de l'ancien président Heydar Aliiev sur les questions de politiques d'Etat, a déclaré que "la lutte Tchétchéno-Daghestanaise devrait être considérée comme une lutte de libération nationale, et non pas comme du terrorisme, comme essaient de le présenter les autorités russes"²⁴. Bakou a fourni des moyens et des mécanismes supplémentaires pour le transport de centaines de moudjahidines et d'armes depuis l'Afghanistan et le Pakistan au Daghestan et en Tchétchénie.

La pression internationale sur Bakou n'a augmenté qu'en 1998, après les attentats aux ambassades américaines dans les pays de l'Afrique. Les autorités azerbaïdjanaises ont été accusées de recel et de soutien des terroristes

Dans le rapport annuel du Département d'Etat américain sur le terrorisme mondial durant l'année 1999, on trouve que l'Azerbaïdjan sert de réseau logistique pour les moudjahidines internationaux qui ont des liens avec des groupes terroristes.²⁵

Un jour avant la tragédie du 11 Septembre 2001, le Service de recherche du Congrès (Congressional Research Service) a publié un rapport confirmant que des personnes et des groupes liés à Al-Qaïda utilisaient le territoire de l'Azerbaïdjan comme un réseau terroriste.²⁶

²⁴ Yossef Bodansky, "The New Azerbaijan Hub: How Islamist Organizations Are Targeting Russia, Armenia and Nagorno-Karabakh", "Defense & Foreign Affairs Strategic Policy", no. 10 (1999).

²⁵ "Patterns of Global Terrorism, Eurasia Overview", US Department of State, 1999.
<http://www.state.gov/www/global/terrorism/1999report/eurasia.html#Azerbaijan>

²⁶ "Terrorism: Near Eastern Groups and State Sponsors", CRS Report for Congress, 2002
<http://www.fas.org/irp/crs/RL31119.pdf>

En octobre 2002, le ministère des Affaires étrangères Britannique a classé l'Azerbaïdjan dans la liste des pays abritant des groupes actifs de terroristes, et a recommandé à ses citoyens de ne pas visiter l'Azerbaïdjan. Durant plusieurs années consécutives, la Commission de la sécurité de la Douma d'Etat de la Fédération de Russie a indiqué l'Azerbaïdjan en tant qu'Etat maintenant des relations étroites avec les combattants tchéchènes et afghans. Le Canada a également classé l'Azerbaïdjan parmi les pays suspects dans le contexte de la menace terroriste.

Après le 11 Septembre, les autorités azerbaïdjanaises ont ordonné l'arrestation de certains terroristes pour donner l'impression de lutter contre le terrorisme et, depuis, continu à suivre cette tactique. Cependant, les faits donnent une image différente.

Les homme-clés de la filiale de Bakou de l'organisation "le Jihad islamique", Hafis Mabrouk et Yasser al-Sirri ont été détenus par les services secrets américains et israéliens. Alors que certains terroristes arrêtés par les autorités de l'Azerbaïdjan, ont été renvoyés dans leurs pays ou transférés vers un pays tiers dans le Moyen-Orient.²⁷ Par exemple, Ahmed Salam Mabrouk, le chef des opérations militaires d'Al-Jihad, a été extradé de l'Azerbaïdjan en Egypte.²⁸

En plus, les observateurs locaux et internationaux mettent en doute les résultats du procès judiciaire, qui s'est déroulé dans des conditions d'un pouvoir judiciaire dépendant du régime politique de l'Azerbaïdjan et d'un procès judiciaires à huis clos contre les supposés terroristes islamistes.²⁹

²⁷ Marwa Abdel Rahim, "Egyptians' Role in Al-Qaeda Again Highlighting by Purported Zawahiri Tape", "Agence France-Presse", 22 May 2003.

²⁸ "Azerbaijan: Independent Islam and the State", International Crisis Group. ER N°191, 25 mars 2008.

²⁹ Ibid.

Les actions de Bakou après le 9/11 n'étaient qu'une simulation de la lutte contre le terrorisme.

Selon le politologue azerbaïdjanais Rovshan Novruzoglu, entre 1992 et 2001 les services de sécurité russes avaient enregistré en Russie 14 organisations wahhabites, qui avaient toutes leurs succursales en Azerbaïdjan, distribuées dans des régions de la frontière nord avec la Russie. Jusqu'à ce jour, il y a des milliers de wahhabites en Azerbaïdjan concentrés dans les régions de Balakan, Kusary et Zagatala.

En 2003, Julia Yuzik, auteur de "Les fiancées d'Allah" et expert reconnue dans la question des femmes kamikazes-terroristes, a écrit dans son livre: "Bakou, Azerbaïdjan est le centre de tout : du Wahhabisme, de la formation idéologique des kamikazes tchéchènes et du financement des actes terroristes à l'étranger. Je sais cela des sources opérationnelles. Des personnes avec qui je me suis entretenue tout au long de l'année, des personnes différentes de ce côté et de l'autre"³⁰. La plupart des femmes kamikazes-terroristes présentées dans le livre de Yuzik se sont formées dans des camps près de Bakou ou étaient des citoyennes de ce pays.

En 2010, l'ancien vice-ministre de la Sécurité nationale de l'Azerbaïdjan Sulhaddin Akper, a déclaré au journal "Echo": "En Azerbaïdjan, il y a des organisations radicales qui sont actives, et qui recrutent des jeunes dans leurs rangs... et si l'on compare la situation avec les années 1992-1993, alors on va trouver maintenant

³⁰ Yulia Yuzik, "Les fiancées de Allah", Moscou, 2003.
http://reced.ru/lib/books/nevesty_allaha/

que les opportunités des structures religieuses radicales se sont accrues en Azerbaïdjan, tout simplement, pour le moment ils sont plus discrètes.”³¹

En octobre 2012, les médias azéris ont diffusé la vidéo de l’explosion dans la base militaire des forces internationales de coalition en Afghanistan, qui avait eu lieu le 21 novembre 2008. Dans la vidéo, le terroriste suicidaire qui, en langue azerbaïdjanaise, appelait au jihad contre les forces américaines en Afghanistan était reconnu plus tard comme étant Orhan Fariz oglu Nazarov, citoyen de l’Azerbaïdjan. Après, ce terroriste a envoyé une voiture bourrée de 3 tonnes d’explosifs sur une base militaire des forces de coalition dans la province afghane Khost. L’explosion a coûté la vie à 40 soldats américains. Cela prouve une fois de plus le fait que les extrémistes formés en Azerbaïdjan rejoignent les rangs des terroristes internationaux à travers toute la planète.³²

Désireux de gagner dans la guerre contre le Haut-Karabakh par tous moyens, les autorités azerbaïdjanaises ont recouru au recrutement de mercenaires et de terroristes. Ainsi, par les efforts directs des autorités azerbaïdjanaises des conditions favorables pour le développement des réseaux terroristes, la création de nouvelles cellules et le regroupement des extrémistes afghans et tchéchènes étaient créées dans ce pays. Par conséquent, par l’intermédiaire du réseau azerbaïdjanais, les activités terroristes sont devenues plus orientées et ont conduit à de terribles tragédies dans le monde entier. Les autorités azerbaïdjanaises doivent être tenues directement responsables des conséquences.

³¹ “De plus en plus de terroristes en Azerbaïdjan”, 19 mars 2012, <http://lezgistan.tv/novosti/azerbajdzhan-vyrashhivaet-terroristov/>
La source d’origine est un article paru dans le journal azéri Echo, sous le lien suivant:
<http://www.echo-az.com/obshestvo07.shtml>,

mais peu de temps après l’apparition de l’article, le lien a été supprimé.
³² Il est établi que le kamikaze qui a fait exploser la base militaire américaine en Afghanistan, était un citoyen de l’Azerbaïdjan. APA, l’Azerbaïdjan, 13 octobre 2012, <http://ru.apa.az/news/233276>

L'ILLEGITIMITE DES ACTIONS DE L'AZERBAÏDJAN ET LES LIMITES DE SA RESPONSABILITE SELON LES NORMES DU DROIT INTERNATIONAL

L'Azerbaïdjan fausse systématiquement la réalité du conflit du Karabakh sur la scène internationale et le présente comme étant un conflit territorial entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie en essayant de lui donner un caractère religieux. Les spéculations en raison de motifs religieux sont particulièrement apparentes dans le cadre de l'Organisation de la Coopération islamique (OCI), et visent à présenter les anciens mercenaires comme des djihadistes, et en cas d'une nouvelle agression, réengager de nouveau des mercenaires pour lutter contre le Haut-Karabakh sous l'égide de la solidarité religieuse.

Cependant, les preuves présentées ici fournissent des preuves persuasives que les combattants Tchétchènes et Afghans étaient bel et bien des mercenaires, qui ne se battaient pas au nom de la religion, mais dans un but déterminé proprement personnel. Les preuves présentées sont largement suffisantes pour classer ceux qui ont combattu aux côtés de l'Azerbaïdjan, les combattants tchétchènes et afghans, parmi les mercenaires conformément aux six critères de la première partie du Protocole Additionnel aux Conventions de Genève du 12 Août 1949 adopté le 8 Juin 1977.

L'implication des terroristes mercenaires par les autorités azerbaïdjanaises dans la guerre lancée contre le peuple du Haut-Karabakh est contraire aux normes du droit international. Ainsi, Bakou a violé de manière

flagrante les traités de droit international humanitaire adoptés et fixés par des conventions, notamment: les Conventions de Genève, la Convention des Nations Unies de 1989, interdisant le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires.

Les codifications du droit international mentionnées mettent en particulier l'accent sur l'inadmissibilité de l'emploi de la force et de l'engagement des mercenaires pour s'opposer à la réalisation du droit à l'autodétermination, qualifiant cela comme un crime et un acte d'agression. Ainsi, dans la Convention internationale des Nations Unies de 1989, concernant le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires, on a souligné: "Les Etats parties s'engagent à ne pas recruter, utiliser, financer ou instruire de mercenaires en vue de s'opposer à l'exercice légitime du droit inaliénable des peuples à l'autodétermination tel qu'il est reconnu par le droit international et à prendre, conformément au droit international, les mesures appropriées pour prévenir le recrutement, l'utilisation, le financement ou l'instruction de mercenaires à cette fin." (Article 5, paragraphe 2).

Il est évident que l'engagement des mercenaires terroristes dans la guerre lancée contre le peuple du Haut-Karabakh élargit les limites de la responsabilité de Bakou pour les crimes commis contre la population civile, qui confirme et renforce le droit du peuple du Haut-Karabakh à l'auto-défense.